

J. A. STRAUS

CHRONIQUE D'ÉGYPTE

LXXII (1997)

Fasc. 143

EXTRAIT



FONDATION ÉGYPTOLOGIQUE REINE ÉLISABETH
EGYPTOLOGISCHE STICHTING KONINGIN ELISABETH

BRUXELLES

BRUSSEL

La nature de l'acte juridique attesté par l'*O. Mich.* III 1098

L'*O. Mich.* III 1098, qui provient de Karanis et peut être daté du 17 septembre 264 ou du 18 septembre 295 p.C., présente le texte très bref que voici :

(ἐτους) ιβ̄ Θώθ κ̄
Ἀμμων(ιανός) οὐ(ετρανός) δοῦλ(ον)
καὶ πιστὰ παρέδ(ωκεν).

Le vétéran Ammonianos ⁽¹⁾ obtient un reçu parce qu'il « a livré esclave et garanties ». À la suite de quel acte ? R. Taubenschlag pense qu'il s'agit d'un ὑπάλλαγμα, c'est-à-dire d'une hypothèque particulière en ceci qu'elle est accompagnée de la transmission au créancier des titres de propriété sur le bien hypothéqué ⁽²⁾. Il justifie son interprétation par un renvoi aux *BGU* IV 1152 et *Jur. Pap.* 45 (= *BGU* IV 1147 = *M. Chr.* 103). Dans ce dernier document, Irène emprunte une somme d'argent à Dionysios. Aux clauses habituelles du contrat de prêt s'ajoute l'ὑπάλλαγμα d'une esclave d'Irène, qui s'effectue en pratique par la transmission au créancier du certificat d'οἰκογένεια servant de titre de propriété. Jusqu'à ce qu'elle se soit libérée de sa dette, Irène ne peut ni céder son esclave ni en disposer à son gré ⁽³⁾. Dans le *BGU* IV 1152, il est question du remboursement de deux prêts d'argent qui ont été garantis par l'hypothèque d'un esclave et la livraison au créancier de πιστά ⁽⁴⁾. Dans l'un et l'autre

(1) Il est attesté par *O. Mich.* I 384, I 396 (?), II 903 et III 989 et figure sous le n° 91 de la prosopographie de R. CAVENAILLE, « Prosopographie de l'armée romaine d'Égypte d'Auguste à Dioclétien », *Aegyptus* 50 (1970), p. 218.

(2) R. TAUBENSCHLAG, *JJP* 5 (1951), p. 268 et *Law*², p. 81, n. 62. — Sur l'hypallagma, cf. IDEM, *Law*², pp. 275-277.

(3) *Jur. Pap.* 45 (Alexandrie, 13 a.C.), 23-28: « [ἐτι] δὲ καὶ ἐκ τῆς ὑπαρχούσης τῇ Ἰρήνῃ | δούλης Ἐρωτίου, καθ' ἣσπερ καὶ ἀναδέδωκεν | αὐτῷ Δ[ιο]νυσίῳ ἐν ὑπαλλάγματι ἦν ἔχει | [κατ' αὐτῆς οἰκογε]νείας ἀπογραφὴν, καὶ μέλ[χρ]ι τοῦ δι[ευλ]υτῆσαι παρέξεσθαι αὐτὴν | [ἀνεξάλλο]τρίωτον καὶ ἀκαταχρημάτισ(ον) ». Cf. A.B. SCHWARZ, *Hypothek und Hypallagma. Beitrag zum Pfand- und Vollstreckungsrecht der griechischen Papyri* (Leipzig - Berlin, 1911), pp. 4-5.

(4) *BGU* IV 1152 (Alexandrie, 23/22 a.C.), 24-26: « [καὶ ἀντί]γραφον σ[υ]νχωρή- [σ]εως κατὰ δοῦλ[ου], οὗ τὰ | πιστὰ πα[ρ]έδωκεν ».

cas, la cession temporaire au créancier des titres de propriété garantit que la sûreté de sa dette ne sera pas aliénée. Mais dans l'O. Mich., non seulement les *instrumenta*, mais encore la sûreté elle-même, ont été livrés au créancier. On n'a donc plus affaire à un ὑπάλλαγμα, mais à un contrat réel de garantie par lequel un débiteur transmet à un créancier, pour sûreté de sa dette, la possession effective d'un bien meuble. C'est le gage, ἐνέχυρον⁽⁵⁾. Il pourrait aussi s'agir d'un acte par lequel une personne transfère la propriété d'un bien à une autre personne à titre de garantie d'une créance sous l'obligation de rétrocéder le bien au constituant de la sûreté lorsque celle-ci n'a plus lieu de jouer. C'est alors la fiducie à fins de sûreté (vente fiduciaire), ὀνή ἐν πίστει⁽⁶⁾. En tout état de cause, l'O. Mich. 1098 concerne la livraison d'un esclave en tant que sûreté d'un prêt.

Jean A. STRAUS

(5) Cf. TAUBENSCHLAG, *Law*², pp. 285-286.

(6) *Ibidem*, pp. 272-275; J. HERRMANN, «Zur ὀνή ἐν πίστει des hellenistischen Rechts», *Symposion 1985. Vorträge zur griechischen und hellenistischen Rechtsgeschichte* (Ringberg, 24.-26. Juli 1985) = *Akten der Gesellschaft für griechische und hellenistische Rechtsgeschichte*. 6 (Cologne - Vienne, 1989), pp. 317-324, réimprimé dans J. HERRMANN, *Kleine Schriften zur Rechtsgeschichte = Münch. Beitr. zur Papyrusf.* 83 (Munich, 1990), pp. 305-312.